



Accueil > Actualités > Déclarations officielles > **Iran entretien du Ministre des Affaires Etrangères, M. Philippe Douste-Blazy, avec "Europe 1"**

Article : Iran entretien du Ministre des Affaires Etrangères, M. Philippe Douste-Blazy, avec "Europe 1"

[Format d'impression](#) [Recommander cette page](#)

(Paris, 8 août 2005)

Q - Philippe Douste-Blazy, vous êtes notre ministre des Affaires étrangères, vous avez trouvé porte close du côté iranien ?

R - Ecoutez, l'Iran a pris ce soir une décision unilatérale qui est très grave et préoccupante, parce que nous avons reçu une réponse officielle négative à la proposition globale que nous avons formulée le 5 août. Le ton de cette réponse est d'ailleurs particulièrement alarmant, totalement contraire à l'esprit dans lequel nous avons conduit le dialogue avec l'Iran. Nous avons, par ailleurs, appris il y a quelques heures que des opérations de conversion de l'uranium avaient repris à l'usine d'Ispahan. Il s'agit tout simplement d'une violation claire de l'Accord de Paris et des résolutions de l'Agence internationale de l'Energie atomique qui prévoient la suspension des activités sensibles.

Q - Qu'est-ce qui va se passer demain, précisément à Vienne pour cette réunion de l'AIEA ?

R - D'abord nous allons dire que, s'agissant de la reprise des activités liées à la production de matières fissiles nucléaires, l'Iran n'a jamais pu expliquer la nécessité de procéder à la conversion et à l'enrichissement de l'uranium dans un pays où il n'y a justement pas de réacteur de production d'électricité. Donc cette situation nouvelle ne fait qu'accroître les doutes sur les objectifs du programme iranien. Nous étions pour un programme nucléaire civil, mais pas pour un programme nucléaire militaire.

Q - Cela veut dire, Philippe Douste-Blazy, pardonnez-moi, que vous ne croyez pas à la bonne foi des Iraniens quand ils disent que c'est pour produire du nucléaire civil ?

R - Comme il n'y a pas de réacteur de production d'électricité, évidemment c'est difficile de le penser. En fait cette situation nouvelle va à l'encontre du rétablissement de la confiance qui était au cœur du processus engagé par l'Europe avec le soutien actif de la communauté internationale. Et ce soir, j'appelle une dernière fois l'Iran à entendre la voix de la raison, du dialogue, de la concertation et à revenir sans délai au plein respect de l'Accord de Paris. Sachez que la France et ses partenaires restent, pour leur part, totalement attachés à ce document et à cet esprit. Demain, se tient le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'Energie atomique. J'avais demandé, nous avons demandé cette réunion extraordinaire. Elle a été convoquée et se tiendra demain à Vienne. La communauté internationale va réagir, elle va décider des suites à donner à la décision iranienne. Je souhaite personnellement qu'elle se montre unie et ferme, face à une crise grave, provoquée délibérément par l'Iran.

Q - Philippe Douste-Blazy, c'est le dernier rappel que vous faites au nom de la Troïka ce soir ?

R - Oui, c'est le dernier appel que je fais, parce que nous y avons cru, jusqu'au bout. Le Conseil des gouverneurs va discuter du texte d'une résolution demandant à l'Iran de revenir à la suspension de ses activités sensibles, que l'Agence lui demande de façon répétée depuis longtemps. Après se posera le problème du Conseil de sécurité. J'ai toujours dit que le Conseil de sécurité pourrait devoir traiter du dossier iranien.

Q - Vous êtes favorable maintenant comme les Etats-Unis, à ce qu'on en arrive à la saisine du Conseil de sécurité ?

R - En tout cas si l'Iran ne répond pas aux négociations demandées, je suis prêt, personnellement, à vraiment me mettre à la disposition des uns et des autres pour pouvoir sauver ce dossier. Il y a trop de gens dans le monde aujourd'hui qui veulent radicaliser leurs positions, d'un côté ou de l'autre. L'Europe, qui est justement cette seule entité au monde à être une entité de paix, veut y croire jusqu'au bout. Donc c'est au Conseil des gouverneurs de l'AIEA de déférer, le moment venu, cette question au Conseil de sécurité, au vu de l'évolution de la situation. Nous sommes membres du Conseil des gouverneurs, on y fera valoir nos vues demain, de manière ferme, sachez-le, avec nos partenaires.

Q - Donc il reste 24 heures pour que l'Iran se rallie à votre demande.

R - Absolument !

[HAUT](#) [Format d'impression](#) [Recommander cette page](#)